

*Les crédits*

gouvernement de M. Romanow se chiffraient à environ 17 millions de dollars, mais que la décision de se retirer du programme national avait coûté à la province plus de 400 millions de dollars. La province n'avait pas les moyens de perdre autant d'argent.

• (1050)

Il est intéressant que le NPD, qui appuie depuis des années des programmes nationaux et des programmes universels, que ce soit dans le domaine de la santé ou de l'agriculture, ait décidé, en Saskatchewan, de manquer à sa parole et de ne pas appuyer un programme national mis en place par les différents groupes de producteurs.

J'ai participé à la rencontre quand John Wise a réuni entre 50 et 60 groupes de producteurs des quatre coins du pays pour leur présenter un programme qui n'était pas parfait, mais qui était réalisable à l'échelle du Canada. Je vais vous citer les chiffres. Depuis 1984, pour chaque dollar que la Saskatchewan a payé au gouvernement fédéral, 1,59 \$ a été remis à la province.

Comment se fait-il que le premier ministre et le gouvernement néo-démocrate de la Saskatchewan veuillent rejeter un programme universel, un programme national pour tous mis au point par les agriculteurs? Je pense qu'ils ont beaucoup d'explications à nous donner. Ce n'est pas étonnant que M. Romanow ait admis qu'il avait commis une erreur.

Les députés fédéraux ne semblent pas prêts à dire ce matin qu'ils ont vraiment fait une erreur grave. Or, les problèmes qui se poseront l'an prochain sont très importants. Ramenons le gouvernement de la Saskatchewan à la table de négociations et tâchons de ne pas faire la même erreur deux ans de suite.

Aucun gouvernement ne peut prévoir une sécheresse ou un gel. Pendant les années de sécheresse, j'étais président du groupe de travail sur la sécheresse dans l'Ouest. J'ai vu un gouvernement aller à la rescousse des agriculteurs. En tant que secrétaire parlementaire du premier ministre, j'ai pu voir un premier ministre qui n'a jamais laissé tomber les agriculteurs.

Voyons ce qui s'est vraiment passé en Saskatchewan. Je ne veux pas être trop dur envers les libéraux, mais on se souvient bien du dernier premier ministre libéral qui est allé dire aux agriculteurs de vendre leur propre blé. S'il y a une chose que nous ne concéderons jamais à un gouvernement du parti d'en face, c'est bien ce que nous avons fait pour les agriculteurs. En disant cela, je pense au gouvernement de Grant Devine en Saskatchewan, qui

avait à coeur le bien-être des agriculteurs, et au premier ministre à la Chambre des communes.

Voilà pour ce qui est des problèmes à court terme. Voyons maintenant les problèmes à long terme. La guerre commerciale qui se livre à l'échelle mondiale cause un problème de taille aux agriculteurs du Canada et du monde entier. Je vous assure, monsieur le Président, que les agriculteurs canadiens peuvent soutenir la concurrence autant que les autres. Nous pouvons produire du grain aussi bon marché qu'aux États-Unis, en Europe ou ailleurs. Nous le pouvons, c'est certain. La guerre commerciale nous a coûté, en subventions seulement pour les denrées alimentaires, selon les chiffres des Nations Unies, 299 milliards de dollars à la valeur de 1991.

Pourtant, il faut être réaliste. Si vous allez dans les Prairies, vous allez voir partout des quantités astronomiques de blé.

Quand on lit les journaux, on apprend que des gens meurent de faim partout dans le monde. Le problème, c'est que l'alimentation n'est pas une priorité internationale. Nous devons nous attaquer à ce problème, parce que c'est absolument insensé.

Nous obtenons deux ou trois dollars pour un boisseau de grain. Que faire? Le GATT s'est penché sur la question, et j'appuie le GATT dans toutes ses démarches. Mais il y a trop longtemps que cela dure.

Je crois que les pays du Groupe des Sept doivent accorder la plus grande priorité à ce problème sur la scène internationale. Parmi les grands problèmes internationaux, il y a eu le contrôle des armements et la guerre froide, mais, par les temps qui courent les problèmes les plus importants sont la faim, la guerre commerciale et l'agriculture en crise. Que faisons-nous à cet égard?

Je tiens à vous assurer que le premier ministre du Canada a soulevé le problème auprès des ministres de l'agriculture du Groupe des Sept, à la conférence de Tokyo, et qu'il l'a fait sans relâche au nom des agriculteurs canadiens et de tous les Canadiens. Maintenant qu'il est le doyen du Groupe des Sept, laissez-moi vous dire que seul le premier ministre est en mesure de représenter les agriculteurs canadiens au sein de ce groupe et d'exposer les graves problèmes qui nous guettent à l'échelle internationale dans la guerre mondiale des subventions pour les denrées alimentaires.

Il est essentiel que le Groupe des Sept prenne ce problème en main et le règle au GATT et que la priorité soit accordée, à l'échelle internationale, aux denrées alimentaires. En tant qu'agriculteur qui a produit des denrées alimentaires toute sa vie, je ne connais rien d'autre que l'agriculture. Un jour où le premier ministre m'avait emprunté mes lunettes pour lire le menu parce